



#RÉGIONALES 2021

**Avec les entreprises d'utilité sociale
territoriale, s'engager pour des
territoires dynamiques et inclusifs**

11

PROPOSITIONS

+

5

GRANDES COMPÉTENCES

pour des territoires plus solidaires, dynamiques et inclusifs

Les entreprises d'utilité sociale territoriale :
levier pour des territoires dynamiques et inclusifs

587 entreprises d'utilité sociale et territoriale

330 M€ de chiffres d'affaires cumulés

54 000 salariés

Nous, entreprises d'utilité sociale et territoriale du réseau Coorace, agissons chaque jour en vue de façonner des territoires où l'économie et les projets développés sont créateurs d'emplois inclusifs, répondent aux besoins de ses habitants, sont respectueux de l'environnement, accompagnent les plus démunis et impactent positivement les générations futures.

Nous sommes bien souvent les seuls acteurs économiques de territoires ruraux ou défavorisés. Nous accompagnons chaque année 54 000 personnes dans un parcours d'insertion vers l'emploi en créant des passerelles vers des métiers en tension à travers des activités de services à la personne, des métiers du grand-âge, du BTP, de la gestion des déchets ou encore des espaces verts...

Les régions : **alliées incontournables des entreprises d'utilité sociale territoriale**

Les régions représentent 3,7% des ressources des entreprises d'utilité sociale et territoriale. L'intervention des régions en faveur de l'insertion par l'activité économique s'inscrit généralement dans une politique de soutien au développement de l'économie sociale et solidaire ou de soutien plus général au développement économique et à l'emploi. Elles ont mis en place différentes modalités de soutien au secteur :

- soutien au développement de l'emploi, en favorisant la mutualisation entre structures de l'insertion par l'activité économique ;
- soutien à la professionnalisation par la formation professionnelle, la sécurisation des parcours et la mise en place d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ;
- soutien à la consolidation financière des structures, par le biais de subventions pour venir en aide aux entreprises en difficulté et de dispositifs d'encouragement à l'innovation ou au développement des clauses sociales dans la commande publique.

LES ENTREPRISES D'UTILITÉ SOCIALE TERRITORIALE : **RÉSILIENTES FACE À LA CRISE**

- **69%** de chiffre d'affaires perdu au premier confinement
- **23%** de surcoût pour maintenir leurs activités
- **11%** d'entreprises d'utilité sociale territoriale développaient dès le mois de juin des activités de solidarité face à la crise

Au plus haut de la crise, nous avons démontré notre utilité sociale incontestable et notre résilience. Nous avons maintenu, partout en France, et souvent sur les territoires les plus fragiles, une activité en période de confinement, notamment sur des actions qui maintiennent les espaces publics vivables. Certains d'entre nous ont réussi rapidement à faire évoluer leurs activités en fabriquant des masques, des blouses, en distribuant de l'aide alimentaire ou en relocalisant la production de biens en France.



Faire de la région le pilier de la **REDYNAMISATION DES TERRITOIRES**

COMPÉTENCE 1

Reconnaître les structures inclusives comme de véritables **acteurs économiques** du territoire

Malgré une compétence exclusive en termes de développement économique et d'aide aux entreprises, les Régions n'interviennent qu'à hauteur de 4% dans le financement du secteur de l'insertion. Pourtant, leur politique de soutien au développement de l'économie sociale et solidaire ou de soutien au développement économique ou à l'emploi doit pouvoir appuyer les activités des structures de l'insertion par l'activité économique au même titre que les entreprises ou les associations.

#1

Intégrer les structures inclusives de la région dans le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) dans le soutien au développement économique et aux innovations qu'elles portent. •

COMPÉTENCE 2

Revitaliser la région à travers la mobilisation **des infrastructures et des transports** en faveur de projets de territoires inclusifs

Un trop grand nombre de quartiers et de territoires ruraux sont, aujourd'hui encore, laissés à l'abandon, leurs habitants isolés et livrés à eux-mêmes. L'absence d'infrastructures, de transport en commun et les coûts élevés pour obtenir son permis de conduire ou une voiture sont autant de freins à l'emploi, à la création de lien social et au développement d'activités dans certains quartiers ou zones rurales isolées. La région, en agissant sur le levier des infrastructures en mobilisant du foncier et des transports, en facilitant les mobilités inclusives, peut mettre ses compétences aux services d'une redynamisation des territoires.

#2

Mobiliser du foncier disponible en faveur des acteurs de l'ESS (faire revivre les gares délaissées (tiers lieux, ...). Les Tiers lieux permettent l'appropriation par les habitants de lieux délaissés, à travers l'organisation d'activités solidaires, culturelles et économiques. •

#3

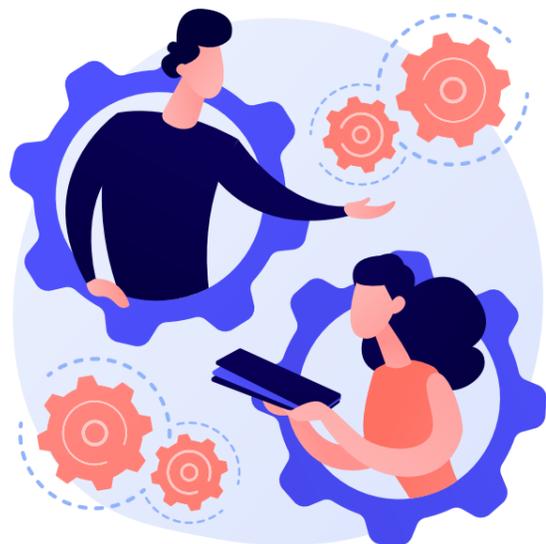
Favoriser la mobilité des personnes en insertion : Instaurer la gratuité des transports pour les salariés en insertion (chèque transport), financer des permis pour des personnes en parcours d'insertion. •

#RÉGIONALES 2021

**Avec les entreprises d'utilité sociale territoriale,
s'engager pour des territoires dynamiques et inclusifs**

#RÉGIONALES 2021

**Avec les entreprises d'utilité sociale territoriale,
s'engager pour des territoires dynamiques et inclusifs**



Faire de la région le levier de **L'EMPLOI ET DE L'INCLUSION SOCIALE**

COMPÉTENCE 3

Développer **la commande publique responsable** pour accompagner une économie régionale inclusive

Pour favoriser le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées et encourager le développement économique d'entreprises à fort impact social et environnemental, la commande publique est un outil majeur. Les clauses d'insertion dans les marchés publics représentent un moyen pour les salariés en insertion d'accéder à une activité en lien direct avec l'entreprise.

#4

Systématiser le recours aux clauses sociales d'insertion pour les appels d'offre de remplacement des personnels des lycées (nettoyage, cantines...), pour les personnels des musées, ou encore dans les grands travaux d'aménagement •

#5

Abaisser le seuil du schéma de promotion des achats publics socialement responsables (SPASER) aux achats publics supérieurs à 50 millions d'euros et associer en amont les entreprises inclusives de la région à son élaboration afin d'identifier des nouveaux secteurs de marchés pouvant faire l'objet de clauses sociales •

#6

Publier un reporting des achats publics de la région équivalent à la RSE pour les entreprises, intégrant le nombre de marchés clausés d'insertion, et le nombre d'heures d'insertion achetées •

#RÉGIONALES 2021

Avec les entreprises d'utilité sociale territoriale, s'engager pour des territoires dynamiques et inclusifs

COMPÉTENCE 4

Faire de la région le pilote stratégique **des politiques de l'emploi** et de la **formation professionnelle**

La région ayant compétence en matière de soutien au développement des entreprises ainsi que sur le développement de la formation professionnelle, elle doit être présente dans le pilotage stratégique de développement des structures inclusives, acteurs économiques du territoire qui accompagnent des personnes vers un emploi durable à travers le triptyque : accompagnement – formation – mise en situation professionnelle.

#7

Impliquer la Région dans la future gouvernance régionale de l'insertion par l'activité économique (Comité Régional d'Inclusion dans l'Emploi) pour contribuer à la définition d'une stratégie régionale de l'insertion, de l'emploi et de la formation professionnelle •

#8

Associer les réseaux de l'insertion par l'activité économique aux travaux de conception et de suivi des dispositifs de formation, aux savoirs de base et à la professionnalisation afin de développer des parcours formatifs calibrés pour les personnes exclues de l'emploi et financer la mise en formation des salariés accompagnés •

#9

Instaurer un **dispositif régional, semblable aux chèques numériques**, adapté et accessible à toutes les entreprises inclusives afin de faciliter la formation des salariés aux compétences numériques, ainsi que l'acquisition de matériel informatique domestique (ordinateur portable) pour les salariés accompagnés •

#RÉGIONALES 2021

Avec les entreprises d'utilité sociale territoriale, s'engager pour des territoires dynamiques et inclusifs



Faire de la région le moteur de la **TRANSITION SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE**

COMPÉTENCE 5

Créer des partenariats innovants avec les entreprises inclusives de la région pour **lutter contre le réchauffement climatique, le gaspillage et les passoires énergétiques**

Face aux défis climatiques, au nombre élevé de personnes sans emploi, à la destruction du lien social, le soutien aux projets de l'économie circulaire est une réponse adaptée. En effet, l'économie circulaire crée des emplois non délocalisables, sensibilise la population au réemploi, à la protection de l'environnement et à la lutte contre la multiplication des déchets.

#10

Encourager et prescrire des diagnostics thermiques des logements sur le modèle «SOLENI» d'accompagnement à la maîtrise de l'énergie pour des ménages en précarité, développé et réalisé par des entreprises inclusives. •

#11

Intégrer les structures de l'insertion par l'activité économique intervenant dans le secteur de la valorisation de matières recyclables et/ou réemployables **dans le cadre d'une filière régionale de l'Economie Circulaire** adossée à un schéma régional de transformation écologique. •

#RÉGIONALES 2021

**Avec les entreprises d'utilité sociale territoriale,
s'engager pour des territoires dynamiques et inclusifs**

